

M. Felipe GONZALEZ (Président du Gouvernement, Espagne) (interprétation de l'espagnol) : Monsieur le Président, Excellences, Mesdames, Messieurs, pendant quinze ans, la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe a été le témoin fidèle des avatars de l'Europe, tout en ouvrant la voie aux profonds changements survenus sur le continent.

La CSCE entame aujourd'hui une étape nouvelle. Longtemps, elle a servi à amortir l'affrontement des blocs en définissant des normes de comportement. Aujourd'hui, il s'agit pour elle de dépasser toute idée de blocs hostiles grâce à la recherche en commun d'objectifs nous permettant de partager la sécurité et de coopérer dans tous les domaines, en se fondant sur des valeurs acceptées par tous, telles que la liberté de la personne et le pluralisme politique.

Récemment, sur un rythme différent à l'Est et à l'Ouest, un changement majeur d'orientation s'est produit au plus profond de notre continent. Je me réfère au fait que l'Europe retrouve sa vocation.

L'histoire de l'Europe peut se lire comme la chronique d'un lent cheminement vers l'unité à partir de la diversité, comme un effort constant d'énorme créativité associant des identités particulières sur un fond de valeurs communes.

Cette exaltation des diversités nationales nous a conduits au paroxysme de la rivalité, avec deux conflits qui ont dévasté le continent au cours d'une seule génération.

Les conséquences de la seconde guerre mondiale, qui se sont prolongées jusqu'à nos jours, ont agi comme une catharsis collective qui nous a obligés à rechercher une plus juste perspective.

Aujourd'hui que les échos de la guerre froide se sont éteints, nous sommes pour la première fois en mesure de parvenir, sur notre continent, à un nouveau compromis entre unité et diversité.

La conséquence la plus heureuse de la nouvelle orientation de l'Europe est la réconciliation. D'abord, en Europe occidentale. Le renversement de la perspective, la primauté donnée à tous les éléments qui nous unissent par

rapport aux éléments peu nombreux qui nous séparaient, ont conduit à la création de la Communauté européenne, devenue le cadre de référence essentiel de la nouvelle architecture que nous sommes en train de dessiner pour le continent.

Actuellement, nous scellons solennellement une deuxième réconciliation, les retrouvailles amorcées à partir de l'Allemagne des anciens rivaux de l'Est et de l'Ouest. Cette double réconciliation a un sens profond qu'il faut souligner ici. Il s'agit, ni plus ni moins, de l'Europe qui se recompose. Enfin la vocation de l'Europe va coïncider avec notre volonté de faire l'Europe. Enfin la vieille Europe sera en paix avec les autres et avec elle-même.

Tel est le nouveau visage de l'Europe dont la CSCE devra se faire l'interprète. Elle devra également répondre à des nécessités collectives. Deux me paraissent primordiales : construire un espace commun en Europe, assurer la stabilité générale de notre continent.

L'espace commun doit être un cadre dans lequel les pays d'Europe, avec les Etats-Unis et le Canada, pourront instaurer une nouvelle convivialité. Cet espace devra se fonder sur nos principes communs et le développement de certaines dimensions collectives. La dimension collective que nous devons privilégier est la coopération dans tous les domaines : économie ou énergie, science, technologie, environnement ou culture.

Les règles communes sont les dispositions de l'Acte final d'Helsinki. L'engagement que nous renouvelons au cours du présent Sommet sur la base des dix Principes débouche sur notre adhésion à la démocratie dans tous nos pays et sur les attitudes que nous voulons adopter vis-à-vis des autres peuples en Europe et dans le reste du monde.

L'Europe doit travailler pour la promotion universelle des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Nous sommes tous conscients, par ailleurs, que l'Europe a besoin aujourd'hui, et aura besoin à l'avenir, de stabilité. La CSCE est appelée à se transformer en la plus solide garantie collective de l'Europe. Nous avons besoin d'un cadre stable pour assimiler les changements en cours en Europe et amortir les déséquilibres. Pour cela,

nous devons éviter toute tentation nous conduisant vers des nationalismes exacerbés. Nous avons besoin de stabilité pour édifier en Europe un nouvel ordre de paix.

Un des chemins les plus sûrs vers une paix solide et durable est le désarmement. Le Traité sur les forces conventionnelles en Europe, signé par vingt-deux pays membres de l'une et l'autre alliances, constitue un pas important dans le processus de transformation vers des structures de force et de doctrines de caractère défensif. Dans un avenir immédiat, nous devons poursuivre nos efforts pour que la négociation entre les vingt-deux pays puisse déboucher sur des résultats additionnels substantiels dans la perspective de la Réunion d'Helsinki de 1992. Au cours de cette Réunion, il faudra également adopter un nouveau mandat nous permettant de poursuivre les négociations de désarmement ouvertes aux trente-quatre Etats participant à la CSCE. De même, nous devons poursuivre immédiatement les négociations destinées à approfondir les mesures de confiance militaire, en utilisant l'élan acquis grâce à l'ensemble de mesures qui viennent d'être adoptées.

Pour que la CSCE puisse remplir ses fonctions, il faut la doter d'un support institutionnel suffisant pour en assurer l'efficacité sans tomber dans la bureaucratie. Grâce à la création d'un mécanisme de consultations régulières, nous inscrirons dans notre espace commun la dimension d'un dialogue politique soutenu; grâce à la future Assemblée de l'Europe, nous y ajouterons la dimension parlementaire.

A cet égard, j'ai le plaisir de vous annoncer que, prochainement, le Président du Parlement espagnol invitera prochainement les autres parlements des Etats participant à la CSCE à tenir une réunion au cours des premiers mois de 1991 afin de procéder à un échange d'idées et de formuler des propositions concernant la composition et les méthodes de travail de cette instance parlementaire.

Dans ce domaine comme dans d'autres, l'expérience et la tradition du Conseil de l'Europe, organisation qui regroupe la grande majorité des Etats participant à la CSCE et qui sera également appelée à réunir tôt ou tard l'ensemble des pays européens, jouera un rôle essentiel.

Le nouvel ordre européen que la CSCE devra instituer durera dans la mesure, Monsieur le Président, où cet ordre sera juste. Il nous sera difficile de construire un ordre solide sur des bases inconsistantes. Nous ne pouvons prolonger l'existence de vestiges anachroniques d'ordres anciens, incompatibles avec la nouvelle Europe que nous voulons construire. Pour toutes ces raisons, je suis certain que, grâce au processus de négociations entamé entre le Royaume-Uni et l'Espagne, nous pourrions résoudre le contentieux de Gibraltar.

La CSCE doit tenir compte de la responsabilité de l'Europe dans le monde, ainsi que le rappelait hier le Secrétaire général des Nations Unies. Au lieu de tabler sur une Europe repliée sur elle-même, elle doit faire le pari sur une Europe ouverte, solidaire et sensible à l'interdépendance. Dans le passé, le monde était conditionné par les relations conflictuelles qui nous opposaient, pays de l'Est et de l'Ouest; à l'avenir, le monde sera déterminé par les relations que nous établirons avec les autres, notamment avec les pays qui composent le sud de notre planète commune.

Pour nous, Espagnols, cela veut dire en particulier que l'Europe doit assumer la responsabilité qui lui incombe de contribuer à la consolidation de la démocratie et au développement des pays d'Amérique latine, qui sont également, de par leur langue, leur culture et leurs valeurs, une prolongation de l'Europe au-delà de l'Atlantique, ainsi qu'on le dit au Canada et aux Etats-Unis.

Il est évident que le sud, pour nous l'Europe, est avant tout la Méditerranée qui, j'en suis convaincu, est de plus en plus une dimension primordiale de notre continent. Aussi avons-nous proposé que l'esprit et la méthode qui ont fait leurs preuves dans le cadre de la CSCE soient impliqués de façon appliquée à la Méditerranée.

Les préoccupations concernant ce qui se passe au sud de nos frontières se trouvent dramatiquement aggravées en raison de la crise qui frappe la région du Golfe, à la suite de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Irak. Il s'agit d'un défi, qui nous est lancé à tous et au nouvel ordre de pays et que nous devons relever ensemble, conformément aux décisions et aux directives adoptées par le Conseil de sécurité des Nations Unies.

Monsieur le Président, l'Europe se trouve à la fin d'un cycle historique et au seuil d'un autre. Elle se trouve dans une phase de transition pleine de promesses sur ce difficile chemin qui mène à l'unité à partir de la diversité. Nous sommes à la recherche d'une nouvelle convivialité qui pourra dépasser la simple coexistence. Je crois que nous comprenons tous que nous nous trouvons à l'aube d'une ère nouvelle. Nous nous considérons cependant comme vivant un épilogue, une conséquence du passé. Nous sommes les héritiers, mais nous ne savons pas de quoi nous sommes les précurseurs. En ce qui me concerne, je pressens et je souhaite qu'il s'agisse de la construction d'une Europe qui soit à la fois héritage et espérance. Convivialité restaurée, mais aussi ambitieuse tâche commune. Un noble projet collectif.

Permettez-moi de remercier le Président de la République française et le Gouvernement français des efforts faits pour organiser et tenir ce Sommet dont le Président Gorbatchev a pris l'initiative il y a quelques mois, initiative que nous n'avons cessé de soutenir.

